

Les bureaux de vote ont ouvert à 6h ce dimanche matin et fermeront ce soir à 19h. Dans une élection à haut risque pour lui, le premier ministre sortant Viktor Orbán espère décrocher un troisième mandat d'affilée. Il se joue aujourd'hui l'avenir du national-conservatisme en Hongrie et un peu aussi celui de « l'illibéralisme » en Europe.

- Ce sont les 8e élections législatives depuis le tournant démocratique de 1989. Elles se sont déroulées à intervalle régulier tous les quatre ans.
- Un peu plus de **8 millions d'électeurs hongrois** sont inscrits sur les listes électorales en Hongrie (pour 9,8 millions d'habitants). Quelques centaines de milliers de Hongrois vivant en minorités dans les pays voisins et en diaspora ailleurs dans le monde, non-résidents, disposent aussi d'un droit de vote, mais partiel.
- En effet, le scrutin se déroule selon un **système électoral mixte à un tour**. 106 députés parlementaires seront élus dans autant de circonscriptions électorales uninominales et 93 députés seront élus sur une liste nationale.
- Dans les semaines suivant l'élection, **le parlement désignera son ministre-président** (*miniszterelnök*), l'équivalent du Chancelier en Allemagne, le président de la République hongroise ayant un rôle essentiellement représentatif.
- 40 partis sont enregistrés sur la liste nationale, mais seuls une poignée d'entre eux peut espérer dépasser le seuil de 5 % pour envoyer des députés au parlement (10 % pour les coalisés). Il s'agit du Fidesz, du Jobbik, de la coalition de gauche MSZP-PM, de Une autre politique est possible (LMP) et de la Coalition démocratique (DK).
- Viktor Orbán, le premier ministre sortant, candidat du Fidesz (droite conservatrice et nationaliste), se présente en favori. A 54 ans, il remporterait son 4e mandat de quatre ans, dont le troisième d'affilée. Il avait été plus jeune premier ministre d'Europe de 1998 à 2002 et est revenu au pouvoir en 2010.
- Comme le résume le think tank *Political Capital*, ce sont **les élections les plus ouvertes de l'histoire récente du pays**. En effet, la complexité du système électoral, la forte volatilité de l'électorat, et l'inconnu de l'abstention rendent toute prédiction aléatoire. Seule certitude : le Fidesz restera le 1^{er} parti du pays, mais impossible de dire s'il remportera une majorité constitutionnelle ou même une simple majorité parlementaire.
- Le Fidesz avait remporté les élections en 2010 et en 2014 avec la majorité des deux-tiers du parlement, dite « constitutionnelle », car elle permet de modifier la constitution. Il faut 132 députés sur les 199 pour obtenir cette majorité constitutionnelle, contre 100 députés pour une majorité simple.

- Ses principaux challengers sont le Jobbik, un parti d'extrême-droite à l'origine et qui se présente aujourd'hui comme centriste avec un discours plus tempéré que le Fidesz. A gauche, une coalition *a minima* a été formée par le parti socialiste (MSzP) et Dialogue (PM), emmenée par [Gergely Karácsony](#).
- Tous les partis d'opposition sans exception dénonçant la captation de l'Etat par le Fidesz, **le scrutin pourrait prendre la forme d'un referendum** contre Viktor Orbán dans une partie des 106 circonscriptions. [Des initiatives ont fleuri sur internet](#) pour permettre aux électeurs de choisir le candidat le mieux placé pour défaire celui du Fidesz.
- Lors du dernier scrutin en 2014, l'OSCE avait qualifié les élections de « *libres* » mais « *non-équitable* ». Elle avait considéré dans [son rapport](#) que « *le parti au pouvoir bénéficie d'un avantage indu en raison de réglementations de campagne restrictives, d'une couverture médiatique biaisée et d'activités de campagne rendant floues la séparation entre le parti politique et l'État* ». En cas de résultats serrés ce dimanche, nul doute que le perdant pourrait mettre en avant une multitude de petites irrégularités, pas de nature toutefois à remettre en cause un net résultat.

[À un an des élections législatives, cartographie de l'archipel politique hongrois](#)